

## 4. Universités et étudiants

La république de Weimar avait donné aux étudiants de nouvelles possibilités de participer à la gestion de leurs universités en créant les Commissions générales des étudiants (*Allgemeine Studentenausschüsse* - ASTA) élues au scrutin universel et secret par tous les étudiants d'une université. Ces commissions locales désignaient à leur tour les membres de l'instance nationale, la *Deutsche Studentenschaft*, qui représentait tous les étudiants allemands, membres ou non d'une association ou d'une corporation. Il y eut ainsi une vie politique spécifique à l'université, rythmée par les élections universitaires, et tous les étudiants participaient, en principe, à la gestion de l'université à travers ses organes consultatifs.

### La politisation croissante du monde étudiant

Les élections à ces différentes instances et les débats des congrès annuels de la *Deutsche Studentenschaft*, les *Studententage*, mesurent l'évolution de la politisation des étudiants. On y voyait d'abord s'affronter, parfois violemment, les opinions politiques très contrastées, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite antisémite, en passant par toutes les nuances du centrisme et du républicanisme. Mais très rapidement des groupes activistes, globalement minoritaires, purent y accaparer le pouvoir à la faveur du très fort taux d'abstention des étudiants aux élections, et réduire progressivement au silence les voix modérées et démocratiques. La *Deutsche Studentenschaft* ne représenta bientôt plus que des groupes plus ou moins hostiles à l'ordre républicain, les corporations, duellantes ou non, rassemblées entre autres dans la *Deutsche Burschenschaft*, la *Deutsche Landsmannschaft*, le *Cartell-Verband* ou dans des fédérations plus récentes comme le *Deutscher Hochschulring* et le *Allgemeiner Deutscher Waffening*.

Les associations d'étudiants qui, avant la guerre, avaient représenté dans les universités la tradition des mouvements de jeunesse autonomes étaient sur le déclin : la *Deutsche Akademische Freischar* qui avait été présente en 1914 dans 11 universités n'a survécu après 1918 que par quelques groupes éphémères. L'autre organisateur de la fête du Meissner en 1913, la *Akademische Vereinigung* de Marburg, connut elle aussi une éclipse après 1918, mais réussit à survivre. L'adhésion d'Adolf Reichwein (note 55) et ses efforts pour transformer en 1923 l'association en un groupe politiquement et idéologiquement de gauche se heurtèrent à l'inertie de la majorité de l'association attachée à sa neutralité. Les autres associations, notamment la *Freie Studentenschaft*, les associations républicaines créées après la guerre ou les corporations confessionnelles durent laisser le champ libre aux anciennes corporations. Ces dernières furent concurrencées à leur tour, vers la fin des années 1920, par l'Union des étudiants nationaux-socialistes (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund*, NSDStB). À partir de ce moment-là, les conflits se produisaient moins au sein de la *Studentenschaft* qu'entre cette dernière et les ministres de tutelle.

Ce fut en Prusse, le *Land* le plus important par sa superficie, sa population et son nombre d'universités, gouverné jusqu'en 1932 par des coalitions républicaines à majorité social-démocrate, que le conflit fut le plus âpre. Il portait sur les statuts de la *Studentenschaft* et plus particulièrement la question de savoir si les étudiants des universités germanophones d'Autriche et de Tchécoslovaquie pouvaient y adhérer dans les mêmes conditions que les étudiants du *Reich*. Le gouvernement défendait le principe constitutionnel de la *Staatsbürgerschaft* ou *Reichsbürgerschaft* (la citoyenneté dans le cadre de l'Etat-nation, en l'occurrence du *Reich* allemand), les étudiants de droite restaient en revanche fermement

attachés au principe de la *Volksbürgerschaft*, la citoyenneté allemande élargie aux dimensions d'un ensemble unique, culturel, linguistique et ethnique (voire racial) qui n'existait pas en droit, le *Volk*. À l'arrière-plan de ce conflit se profilait le problème de l'antisémitisme : les statuts de la plupart des corporations étudiantes autrichiennes comportaient un *Arierparagraph* excluant les étudiants juifs et elles refusaient de renoncer à cette règle.

Dans l'Allemagne de Weimar, une telle exclusion statutaire des juifs, bien que tacitement pratiquée par beaucoup de corporations de droite, était anticonstitutionnelle. Le conflit larvé entre les étudiants des universités prussiennes et leur ministre C.H. Becker mena à la rupture en 1927 lorsque le ministre mit en demeure les étudiants de choisir entre des statuts valables pour les seuls étudiants allemands ou des statuts *großdeutsch*, en précisant que, dans ce dernier cas, il fallait aussi que la *Studentenschaft* accueille tous les étudiants, même les juifs, les socialistes et les libéraux. Soumis au vote des étudiants prussiens, le texte élaboré par le ministère fut rejeté par 77 % des votants. La rupture entre le gouvernement prussien et les organisations étudiantes était consommée.

Cet antagonisme entre les milieux estudiantins les plus radicaux, souvent tacitement soutenus par les autorités académiques, et les autorités politiques se manifestait de plus en plus fréquemment et de manière de plus en plus violente. Des incidents se produisaient à propos du drapeau républicain ou à l'occasion des cérémonies académiques pour commémorer la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la constitution de Weimar. Dans plusieurs universités, des professeurs de gauche, libéraux ou juifs furent attaqués et boycottés par les étudiants de droite et parfois forcés à démissionner pour avoir tenu des propos ou publié des écrits jugés injurieux pour la droite et ses symboles. Par exemple, Theodor Lessing, à Halle, qui avait mis en garde contre Hindenburg, candidat à la présidence de la république, et Emil Gumbel, à Heidelberg, qui dénonçait la partialité de la justice dans la poursuite des crimes politiques et qui traita en 1925 les champs de bataille de la Première Guerre mondiale de « champs du déshonneur ». Il avait touché là un point extrêmement sensible pour les étudiants nationalistes, pour qui le souvenir de la guerre et en particulier de la bataille de Langemarck restait sacré.

## Purges et numerus clausus

« L'État a été conquis, l'université pas encore », proclamèrent les étudiants nazis au printemps 1933 (note 56). La nazification totale de l'université allait cependant se révéler moins facile qu'ils ne le pensaient, même si le monde estudiantin était déjà noyauté bien avant 1933 par l'organisation des étudiants nazis, la NSDStB (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund*) créée en 1926 par un étudiant en droit, Wilhelm Tempel, proche du courant « de gauche » représenté au sein du NSDAP par les frères Georg et Otto Strasser. Le NSDStB progressa surtout à la fin des années 1920, lorsque le national-socialisme commença à envisager d'accéder au pouvoir par des voies légales et à s'intéresser aux classes moyennes en constatant (élections du 20 mai 1928) que l'accent mis auparavant sur la classe ouvrière ne produisait pas les résultats espérés. Cela provoqua un net changement d'attitude à l'égard du mouvement des étudiants nationaux-socialistes, qui se traduisit aussi par le remplacement de Tempel à la tête du mouvement en 1928.

Son successeur, Baldur von Schirach, jouissait de l'entière confiance du *Führer*. L'organisation des étudiants nationaux-socialistes prit progressivement sa place dans le dispositif de pénétration dans les milieux de la bourgeoisie moyenne et supérieure, en particulier dans la bourgeoisie cultivée (*Bildungsbürgertum*). L'intérêt pour cet électorat s'accrut encore dans le contexte de la crise économique de la fin des années vingt qui, en prolétarisant les classes

moyennes, les rendit plus sensibles aux mots d'ordre de changement radical, sans pour autant les pousser à rejoindre les partis de la classe ouvrière.

Lors de la mise au pas en 1933, les universités et autres établissements d'enseignement supérieur ainsi que leurs étudiants et leur corps enseignant n'offrirent pas beaucoup de résistance : ils étaient soucieux surtout de préserver autant que possible leurs statuts et leurs privilèges. La *Gleichschaltung* avait ici le même but final que dans les autres secteurs de la société : mettre la formation universitaire au service exclusif des objectifs du national-socialisme en obtenant d'une part qu'elle se concentre sur la propagation de la *Weltanschauung* raciste et impérialiste nazie en éliminant toute voix discordante, et d'autre part en fournissant à la société totalitaire des cadres civils et militaires loyaux et dévoués.

Dans un premier temps il fallait contrôler et limiter le nombre d'étudiants en fonction des besoins de la société. C'était une réponse à l'afflux massif d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur qui s'était produit lors de la crise économique de la fin des années 1930, génératrice d'un chômage massif. La majorité des étudiants provenait des « nouvelles classes moyennes » qui espéraient trouver dans les études supérieures un vecteur d'ascension sociale, mais qui, en attendant, grossissaient les rangs des « prolétaires diplômés » (*akademisches Proletariat*). La solution du *numerus clausus* avait déjà été envisagée par la république de Weimar, mais sans aboutir.

Parallèlement il s'agissait de « purger » le corps enseignant et les étudiants des « éléments indésirables » et d'enrôler ceux qui restaient dans des organisations national-socialistes pour mieux assurer et contrôler leur endoctrinement idéologique. L'une des premières mesures fut la loi du 5 avril 1933 « contre le surpeuplement des écoles et universités allemandes », qui limita le nombre de nouvelles inscriptions d'étudiants juifs à 1,5 % du total et à un maximum de 5 % par université (note 57). Des décrets d'application limitèrent aussi l'accès des filles aux études supérieures en stipulant que la proportion de bachelières autorisées à s'inscrire à l'université ne devrait pas dépasser 10 % des bacheliers masculins. Une mesure plus ciblée encore fut prise par le ministère de l'Enseignement du *Reich* le 29 juin 1933, enjoignant aux recteurs d'établir des listes d'étudiants qui avaient manifesté « en paroles, par écrit ou par leur comportement général » leur haine du mouvement national et de les exclure de l'université. La décision visait explicitement, « [ces] personnes d'ascendance non aryenne [...] dont l'influence matérielle et intellectuelle affaiblit l'unité de pensée et la vigueur nationale du peuple et de l'État allemand ».

Cette politique sélective sur critères politiques et raciaux a donné les résultats escomptés, mais au détriment du second objectif du régime, la formation d'une nouvelle élite nazie. Dans un premier temps, les effectifs d'étudiants ont enregistré pour l'ensemble des établissements une chute spectaculaire de plus de 50 % entre 1933 et 1937. Cette baisse était due également à la baisse des effectifs des classes d'âge susceptibles d'entrer à l'université, à l'amélioration de la situation de l'emploi, à l'anti-intellectualisme foncier du national-socialisme et à la multiplication des obligations pour les bacheliers (service du travail obligatoire, service militaire). Très rapidement des voix s'élevèrent pour signaler le danger de cette politique qui privait l'Allemagne des scientifiques et techniciens de haut niveau dont elle avait besoin.

Le tarissement du potentiel et de la relève scientifique dans les universités allemandes était aussi une conséquence des purges opérées dans le corps professoral, qui privèrent la science allemande de quelques-uns de ses représentants les plus éminents. Outre les actions de boycott menées par les étudiants nazis contre des enseignants libéraux, juifs ou communistes, qui

aboutissaient généralement au renvoi du professeur attaqué, la loi du 7 avril 1933 sur le rétablissement du service public (*Berufsbeamten-gesetz*) avait provoqué une saignée fatale à la science allemande : entre 1933 et 1934, environ 1 680 enseignants universitaires ont été licenciés ou forcés de démissionner, soit 14,4 % (11 % des professeurs titulaires dont un certain nombre de prix Nobel) (note [58](#)). Le tout sans susciter une réaction collective des collègues, des associations professionnelles ou des autorités universitaires, qui avaient en majorité rallié le camp du national-socialisme triomphant (voir le cas Heidegger).

## La mise au pas des corporations

La plupart des associations d'étudiants ont assisté avec indifférence ou avec satisfaction à l'intrusion du politique dans la sphère des « libertés académiques ». Les associations socialistes, libérales ou juives ont été dissoutes ou réduites au silence. Quant aux corporations prétendument « apolitiques » mais majoritairement ultra-conservatrices, elles ont, quelles que fussent leurs motivations profondes, par opportunisme ou idéalisme, par peur du lendemain ou patriotisme, accepté, voire approuvé les décisions des autorités et cherché surtout à tirer leur épingle du jeu. Selon Konrad Jarausch, les frustrations sociales et les conflits politiques qui agitaient les étudiants étaient aussi des indices d'un conflit des générations. La jeune génération académique se sentait abandonnée et trahie par celle des adultes qui campait sur ses positions idéologiques et matérielles acquises et était incapable d'offrir des perspectives aux nouvelles générations, incapable même de les comprendre.

Dans ces conditions, les effectifs de l'association des étudiants nationaux-socialistes, le NSDStB, augmentèrent rapidement après 1933 (passant par exemple à l'université de Hambourg entre février et juillet 1933 de 42 à 266 membres). Selon certaines estimations, au début de 1933 plus de la moitié des étudiants partageaient plus ou moins les convictions national-socialistes, sans être forcément membres d'une organisation d'obéissance nazie (note [59](#)). Grâce à leur activisme, ils parvenaient à jouer un rôle de plus en plus important dans les instances représentatives de la communauté estudiantine, en ne rencontrant que peu de résistance de la part des corporations traditionnelles.

Mais le NSDStB n'était toujours pas la seule association estudiantine. Jusqu'à la fin de 1934, la dualité entre, d'une part, l'association générale des étudiants allemands (la *Deutsche Studentenschaft*) et, d'autre part, l'association des étudiants nationaux-socialistes (NSDStB) subsista. Pourtant les deux fédérations étaient présidées par un national-socialiste depuis 1931 et la *Deutsche Studentenschaft* avait fait allégeance au nouveau régime dès avril 1933 en adoptant de nouveaux statuts, excluant les étudiants non aryens et appliquant le *Führerprinzip* : le président de la *Deutsche Studentenschaft* s'appelait désormais « Führer der Studentenschaft ». Les nouveaux statuts de la *Studentenschaft* avaient également mis en place plusieurs services spécialisés, dont un service d'éducation politique qui fut l'enjeu principal de la lutte d'influence entre la *Studentenschaft* et le *Studentenbund* national-socialiste, une concurrence qui se manifesta aussi lors des autodafés de livres du 10 mai 1933.

La concurrence entre le *Studentenbund* et la *Studentenschaft* se termina, comme il fallait s'y attendre, par la victoire de l'organisation du parti national-socialiste qui, comme dans les autres domaines de la société totalitaire allemande, ne pouvait pas tolérer un partage de son pouvoir avec qui que ce soit, même si ce rival n'était pas un opposant. En 1936, tous les étudiants furent placés sous l'autorité unique du *Reichsstudentenführer*, chef de la Ligue national-socialiste des étudiants (NSDStB).

## Notes

[55](#) Adolf Reichwein (1904-1944), pédagogue réformateur, résistant sous le Troisième Reich (membre du Cercle de Kreisau) ; arrêté en juillet 1944, il fut condamné à mort et exécuté.

[56](#) Cité par Konrad JARAUSCH, *Deutsche Studenten 1800-1970*, Frankfurt am Main, 1984, p. 165.

[57](#) « Gesetz gegen die Überfüllung deutscher Schulen und Hochschulen », in *Philologenblatt*, 41, 1933, p. 210.

[58](#) Chiffres d'après Hans MAIER, « Nationalsozialistische Hochschulpolitik », in H. KUHN *et al.* (éds), *Die deutsche Universität im Dritten Reich*, München, 1966.

[59](#) Michael H. KATER, « Die Studenten auf dem Weg in den Nationalsozialismus », in Jörg TRÖGER, (éd.), *Hochschule und Wissenschaft im Dritten Reich*, Frankfurt – New York, 1986, p. 33.